

APRÈS BÉLA KUN – AVANT MIKLÓS HORTHY: LA HONGRIE ET L'ENTENTE EN ÉTÉ 1919

PÁL PRITZ

Université Eötvös Loránd
Budapest, Hongrie

L'Entente victorieuse ne bénéficiait pas des forces militaires nécessaires pour contrôler la situation en Europe centrale. Elle usa donc de différents stratagèmes pour affaiblir la position de la Hongrie de Béla Kun et de Gyula Peidl qui s'opposait ou risquait de s'opposer à sa politique. D'autre part, au sein même du Conseil suprême de la Conférence de la Paix, les éléments favorables aux États successeurs employèrent parfois des approximations dans leurs communications afin d'obtenir l'approbation des membres qui hésitaient à adopter une position résolument anti-hongroise (les Américains, en particulier). Le résultat fut que la Roumanie fut en mesure d'occuper une grande partie de la Hongrie sans résistance et sans protestation vigoureuse des grandes puissances.

Mots-clefs : Première guerre mondiale, Béla Kun, Conférence de la Paix, République des conseils, Roumanie

Aujourd'hui – communique Béla Kun à Lénine le 1^{er} août – un gouvernement socialiste de droite a été formé à Budapest, au sein duquel se trouvent des dirigeants syndicaux opposés à la dictature ainsi que des dirigeants syndicaux de droite ayant participé à la dictature. La tournure des événements provient, d'une part, de la dissolution de notre armée, d'autre part, du comportement antitotalitaire des ouvriers. Quand l'événement s'est produit, la situation était telle que toute lutte pour le maintien de la dictature, pure mais malheureusement flottante, aurait été vaine.¹

En 2011, peu nombreux, sans doute, sont les Hongrois qui pensent que la République des Conseils fut une dictature « flottante ». Toutefois – peu importe le qualificatif – une chose est sûre : *au moment de la chute*, l'opinion de celui qui venait de conduire le pays pendant 133 jours concordait parfaitement avec une certaine mentalité hongroise dont le trait caractéristique est l'exagération démesurée des causes internes, de même que la dépréciation voire la négligence totale des facteurs externes qui ont influencé ou même, assez souvent, décidé de notre sort.²

Fort heureusement, ce travers est bien connu des milieux spécialisés. Cependant – en dépit de monographies remarquables, de nombreuses synthèses, en somme de résultats – il est encore impossible d'affirmer avec assurance que l'historiographie hongroise a produit, pour les générations suivantes, une vision consensuelle de certains moments-charnières de l'histoire hongroise du XX^e siècle, notamment des années 1918–1920 et de ce qu'elles ont eu d'*essentiel*.

Dans mon étude, je voudrais m'occuper surtout des événements ayant eu lieu aux cours des premières journées d'août.

*

Au terme de la Grande guerre, les puissances de l'Entente venaient de vaincre – *provisoirement* – la grande puissance allemande ; en abattant la Monarchie austro-hongroise, elles écartaient *définitivement* la Hongrie historique de la position de grande puissance dont elle avait joui depuis 1867 comme co-nation de la Monarchie. En revanche, l'Entente n'avait pas la force d'occuper le pays en automne 1918. De sorte qu'elle ne put venir à bout de la République des Conseils, dont la campagne printanière venait de modifier profondément l'équilibre des forces militaires, qu'avec ses promesses équivoques et trompeuses du 7 et du 13 juin.

On écrit fréquemment que le gouvernement de Gyula Peidl, ancien dirigeant syndical entré en fonction le premier août, n'eut pas de répit tant qu'il n'eut pas abrogé toutes les mesures prises par la République des Conseils en faveur du peuple travailleur. Or, ce gouvernement a été étiqueté dans notre conscience collective historique en tant que *syndical*. Selon *l'ouvrage de référence* actuel sur le Traité de Trianon, publié déjà trois fois en hongrois et accessible en plusieurs langues étrangères, « le gouvernement fut formé par les sociaux-démocrates qui ne s'étaient pas compromis pendant la dictature du prolétariat ». ³ L'auteur, en 1969, d'une monographie sur l'histoire de la République des Conseils, conçue à partir d'une documentation considérable, remarquait malicieusement, à propos de Gyula Peidl, que ce dernier n'avait pas même eu la possibilité de désigner lui-même les membres de son gouvernement. ⁴

Parmi ses onze membres, le nouveau gouvernement comptaient sept dirigeants syndicaux (Győző Knaller, Ferenc Knittelhoffer, Ferenc Miákits, Károly Peyer, Imre Szabó, József Takács) et quatre anciens commissaires du peuple (Péter Ágoston, Antal Dovcsák, Sándor Garbai et József Haubrich). ⁵ Pourtant, quand l'opinion publique, hostile à la République des Conseils ou plus précisément à son *souvenir*, reprocha au nouveau cabinet d'être un gouvernement bolchevik camouflé, ⁶ ce jugement n'était pas la plus grande de ses erreurs.

Au moment de la chute, le système avait encore assez de force pour former un gouvernement avec lequel existait une mince chance de maintenir quelque continuité. Le général Louis Franchet d'Esperey, qui observait de près les événements

de Hongrie depuis environ neuf mois, annonça à Clemenceau et à Foch, dans un télégramme du quatre août, la formation d'un « nouveau gouvernement socialiste à Buda-Pest ».⁷

À cette époque, l'Entente était représentée par un envoyé unique dans la capitale hongroise, en l'occurrence le dirigeant de la mission militaire italienne, le lieutenant-colonel Guido Romanelli. Ce dernier consacrait naturellement au moins autant d'énergie à la défense des intérêts italiens qu'à la représentation de l'Entente en général. Franchet d'Esperey, qui connaissait très bien les conflits d'intérêts divisant les vainqueurs, recevait ses informations de Romanelli, ainsi la lettre du nouveau gouvernement lui arriva-t-elle également par cette voie. Or, on y évoquait notamment une certaine « convention Vienne 25 juillet (sic!) » où « seules l'Italie et l'Angleterre étaient représentées » ; le général demanda aussitôt la formation, et cela « le plus tôt possible », d'une mission française chargée de suivre les événements et de déjouer les « intrigues ».

Romanelli informa bien évidemment Clemenceau, Président de la Conférence de la Paix, de la tournure budapestoise. Mais son rapport *ne mentionnait pas* l'accord de Vienne, il se contentait de souligner que le gouvernement avait « accepté les propositions des puissances alliées, telles qu'elles [avaient] été arrêtées à Vienne le 25 juillet par le Prince Borghèse, Ministre plénipotentiaire d'Italie, et Monsieur le Colonel Cuningham, Chef de la Mission militaire britannique à Vienne ».

Selon le télégramme envoyé à Clemenceau, le gouvernement Peidl avait chargé Romanelli de « remettre aux Commandants des armées ennemies une *proposition d'armistice* » (souligné dans le texte – P. P.). La tournure « Commandants des armées ennemies » est de toute vraisemblance une erreur. La seule armée qui menaçait alors le gouvernement Peidl était celle de Roumanie, dont l'arrêt était effectivement une nécessité élémentaire pour les Hongrois. Cependant, on allait justement échouer dans ce projet. Le zélé lieutenant-colonel italien envoya – avec quelques menues modifications – le texte du télégramme en question non seulement à Franchet d'Esperey, mais aussi aux grands quartiers généraux roumain et serbe. On sait que pendant plusieurs jours, les autorités roumaines ne tinrent pas compte de la demande d'armistice, afin que rien ne puisse empêcher leur grand dessein : l'occupation de la capitale hongroise.⁸

Toujours selon le même télégramme, le gouvernement hongrois proposait de fixer la ligne d'armistice avec l'armée roumaine sur la Tisza.⁹

Le lendemain, le Président de la Conférence de la Paix délibéra sur la nouvelle situation avec James Balfour, Stephen Pichon, Tommaso Tittoni, respectivement ministres des affaires étrangères d'Angleterre, de France et d'Italie, ainsi qu'avec Frank Lyon Polk, délégué américain, Matsui Keishiro,¹⁰ ambassadeur du Japon à Paris et avec le ministre français de la guerre, le Maréchal Foch.¹¹

Après la lecture du télégramme, le ministre italien des affaires étrangères, Tittoni, fit à juste titre allusion au fait « qu'il y [avait] un malentendu au sujet de l'acceptation de propositions des Puissances Alliées ». Toutefois, il allait ensuite parvenir à embrouiller encore les événements des journées précédentes, notamment le sens et le contenu des négociations conduites entre Vilmos Böhm et les représentants anglais et italien, comme si le protagoniste principal en avait été le délégué hongrois à Vienne (Böhm), et Borghèse et Cuningham de simples intermédiaires à qui l'on venait faire la proposition : « si l'on arrêta les troupes roumaines, il serait possible de constituer un gouvernement plus représentatif de l'opinion publique ».¹²

Le ministre anglais des affaires étrangères, Balfour, en voulant démentir le soi-disant accord de Vienne, posa lui-même comme « premier point [à] éclaircir » le fait que « le Conseil n'[avait] pas fait de proposition ».

Clemenceau, "le Tigre", entra dans la danse en posant la question : « Est-ce Boehm qui a fait la résolution ? ». Ajoutons qu'il s'agissait du même Böhm dont le Président allait déclarer, à la fin des discussions, qu'il n'était « rien pour lui », déclaration assez mal fondée (peut-être totalement infondée ?) et d'autant plus partielle.¹³

Le ministre italien des affaires étrangères répéta l'histoire dans une mise en scène plus dramatique, à l'attention de l'Entente : « Il est nécessaire de prendre des précautions afin d'éviter que l'Entente ne soient trompée une seconde fois » ! Et il disait cela en tant que membre du corps dont le président avait – le fait est connu – non sans arrières pensées promis à la Hongrie de Béla Kun de l'inviter à la Conférence de la Paix.

Dans le même ordre d'idée, Tittoni s'appuya de nouveau sur l'infamie supposée des Hongrois pour s'opposer à la proposition du ministre anglais des affaires étrangères, selon laquelle « il [eût fallu] donner ordre aux Roumains de se replier sur la ligne qui leur avait été primitivement assignée ». « [...] Si les Hongrois trompaient de nouveau les Alliés, on aurait lieu de regretter un repli des Roumains » – soulignait l'Italien.

Au sein du Conseil – où dominait, d'un côté, la juste satisfaction d'avoir signé en juin le traité de paix avec l'Allemagne, de l'autre, l'agacement contre la Hongrie, pays beaucoup plus faible avec lequel pourtant les discussions s'éternisaient – la magyarophobie était telle que ces contrevérités furent aisément montées en épingle.

Les Français profitèrent de la situation ; ils n'étaient pas naturellement anti-hongrois, mais ils l'étaient devenus du fait de leur situation et de leurs ambitions. Les Etats-Unis, quant à eux, s'employaient à créer pour eux-mêmes une position politique conforme à leur pouvoir économique devenu gigantesque ; le meilleur moyen pour cela était de faire preuve d'une certaine équité envers les vaincus. Cependant, constatant leur incapacité à faire valoir cette politique à la

Conférence de la Paix, ils commencèrent à prendre du recul dès le mois de juin. La Grande-Bretagne se préoccupait principalement de la consolidation de son empire colonial. Les deux pays anglo-saxons suivaient avec une certaine défiance la politique extérieure de la France dont l'Europe était désormais le territoire principal. Or, les Français durent faire face, non seulement aux difficultés provoquées par leurs deux grands alliés, mais aussi aux manœuvres de l'Italie, cette Italie mécontente de son triomphe mutilé et pour laquelle le bassin danubien était l'unique champ d'action.

C'est comme cela qu'il faut comprendre l'argumentation de Pichon légalisant – contre toute logique historique – l'attaque des Roumains. Selon ce raisonnement, l'« armistice » avait fixé une ligne « intenable » aux infortunés Roumains (l'armistice en question n'était pas spécifié, mais il s'agit certainement de celui du 13 novembre). Malgré cela, ils l'avaient respecté « et ils avaient été attaqués ». « Afin de repousser cette attaque, ils se sont avancés sur la Theiss. Il serait certainement injuste de leur faire abandonner maintenant cette nouvelle ligne ». On ne s'étonnera pas du fait que la déclaration poursuivait en concluant que c'était, en effet, « les Hongrois qui avaient violé les clauses essentielles de l'armistice en maintenant sur pied une armée plus nombreuse qu'on ne leur avait permis ».

Ce type de duplicité dans l'argumentation était loin d'être inédite chez Pichon. Ce dernier avait déjà été, en novembre, l'un des principaux acteurs de la propagande parisienne contre la convention de Belgrade.¹⁴ Fin novembre,¹⁵ il avait également essayé de convaincre son Premier ministre que Franchet d'Espèrey avait signé l'armistice avec des envoyés « au nom d'un prétendu Etat hongrois ». Cette formulation brutale avait pour fondement l'absence de paix ; ainsi l'Etat hongrois était-il qualifié de « prétendu », car, « n'ayant pas été l'objet d'une reconnaissance par les Alliés, il était internationalement inexistant ».

« L'armistice ainsi conclu devrait être immédiatement annulé – tonnait-il encore – car le général n'avait aucune qualité pour reconnaître en dehors de toute décision des Alliés, un nouvel Etat et traiter avec lui. Toutefois – disait-il en s'apaisant – pour des raisons d'ordre pratique et pour éviter des complications et des difficultés nouvelles, la jurisconsult du département estime que sans reconnaître à cet acte la valeur d'un armistice régulier, il peut être considéré comme une entente avec les autorités locales de fait, et être exécuté dans ses termes, en tout ce qui n'est pas contraire avec l'armistice régulier du 3 novembre. »¹⁶

Hormis les « crimes » mentionnés, pourquoi ce texte devait-il être incorrect, dont la catégorie était d'ailleurs indiquée avec précision dans son titre que l'accusateur feignait ne pas avoir remarqué ? À savoir « Convention militaire », c'est-à-dire un document destiné à préciser certains traits militaires de l'armistice de Padoue, plus exactement pour les frontières de l'Est et du Sud de la Hongrie. Le coupable, ici, est le fameux article 17, ce succès momentané du gouvernement Károlyi qui autorisait l'administration hongroise à demeurer au-delà même de la

ligne de démarcation.¹⁷ Clemenceau déclara que « le texte même de l’armistice [était] fautif » justement parce que – nous le répétons – ce dernier faisait survivre l’administration hongroise au-delà de la ligne de démarcation. Et pour qui donc ? – pour « un prétendu Etat hongrois ».

Clemenceau continua sur ce ton, à propos de Mihály Károlyi qui, en

s’appuyant sur cette clause [...] [avait] envoyé en Slovaquie des troupes magyar qui [avaient] pillé des régions slovaques, emprisonné les habitants qui s’étaient mis à la disposition des Tchèques, chassé et massacré les petits détachements de troupes tchèques qui avaient occupé des territoires slovaques après le départ des autorités hongroises expulsées par la Révolution.

L’argumentation continuait ainsi, développée en plusieurs points dont l’avant-dernier consistait à ordonner à Franchet d’Esperey de

mettre en demeure les autorités hongroises De Fai (sic – probablement : de fait) de retirer immédiatement leurs troupes des pays slovaques où en aucune hypothèse elles [n’avaient] à s’établir en présence d’une occupation alliée.¹⁸

Le même jour, le général réprimandé reçut un second télégramme de son Premier ministre où ce dernier répétait l’essentiel de son message précédent, mais plus brièvement et sans sorties violentes.

Selon ce deuxième texte, la Convention de Belgrade, appelée armistice, devait « être considérée comme un règlement de fait intervenu au point de vue militaire avec les autorités locales ». Clemenceau répétait que « le Gouvernement hongrois n’a, en effet, aucune existence internationale et nous ne pouvons considérer nos rapports avec lui que comme des rapports de fait avec une autorité locale ». Pour finir, il insistait pour que le général fût mis en garde « contre les tentatives renouvelées du Gouvernement hongrois », dont l’objectif était de

paraître être reconnu par les Alliés et d’en profiter pour se soustraire aux responsabilités encourues par la Hongrie dans la guerre actuelle et pour opprimer les nationalités soumises au joug magyar.¹⁹

La Convention de Belgrade – comme nous le savons bien – autorisait le maintien de six divisions d’infanterie et de deux divisions de cavalerie.²⁰ Soulignons que l’effectif des divisions n’étant pas constant, les forces militaires hongroises n’avaient pas été fixées avec précision à Belgrade. Si l’on considère des divisions complètes, le maximum des forces militaires hongroises *autorisées* devait s’établir aux alentours de 50 à 60 mille combattants.²¹ Il est remarquable que la Révolution bourgeoise démocratique ne transgressa pas la Convention, la Hongrie n’atteignit même pas l’effectif autorisé, elle n’en était pas capable. Ce sont les

États successeurs qui – n'ayant pas la patience d'attendre la paix ou conscients de la nature de l'histoire – pensèrent que la possession jouerait à leur avantage et violèrent la Convention, indépendamment dans un premier temps, puis avec l'autorisation de l'Entente. La première campagne de la République des Conseils fut un succès, la deuxième un échec. Après l'offensive sur la Tisza, des informations contradictoires fusèrent au sein du Conseil de la Conférence de la Paix, échanges qui s'avèrent d'une importance décisive pour la Hongrie.

Les pays victorieux de l'Entente, y compris la France, recevaient sur la Hongrie des informations en provenance de nombreuses sources. Il est notoire qu'ils furent informés à l'avance du projet de mise en place de l'Armée Rouge. Vilmos Böhm a écrit dans ses mémoires qu'il avait eu la surprise de voir un document à ce sujet sur le bureau de Cuningham, à Vienne, le 23 juillet.²² Toutefois, nous devons constater qu'à Paris, au début du mois d'août, la chute de la République des Conseils ne fut pas analysée avec perspicacité, non plus le fait que le gouvernement de Budapest n'avait plus pour armée qu'une épave.

Pourtant, si l'on avait accordé l'attention nécessaire à l'action du gouvernement Peidl, on aurait pu se tranquilliser, car cette dernière fut largement liée à la conviction – erronée – que les fameux huit points,²³ conditions de la reconnaissance formulées lors des négociations avec Vilmos Böhm à Vienne, étaient le point de vue officiel de l'Entente ; c'est ainsi que József Haubrich, ministre de la guerre (ignorant les fondements de l'histoire), ordonna les 3, 4 et 5 août le désarmement de ce qui restait encore de l'armée.²⁴

Ainsi le gouvernement de Budapest non seulement ne menaçait-il pas les intérêts immédiats de l'Entente, mais aussi conduisit-il une politique qui aurait pu être la base de projets à long terme.

*

Début août 1919, Clemenceau – oubliant ses avis antérieurs – considérait donc l'accord critiqué comme une étape utile : « il y a déjà un armistice et [...] il n'y a pas lieu d'en faire un nouveau ».

L'historien se demande, à juste titre : pourquoi cet accord, à l'origine si peu aimé, est-il devenu si important au cours de l'été 1919 ? Le fait que les Grands de la Conférence de la Paix considérèrent cette Convention de novembre comme solide et susceptible de contribuer à la formation de leur politique nouvelle envers la République des Conseils et son successeur, le gouvernement socialiste, s'explique par les raisons suivantes.

Premièrement, lors de la déclaration de la République des Conseils, l'étonnement fut tel à Paris que les Français perdirent leur rôle prépondérant et qu'en la personne de Ian Christian Smuts, c'est un général *britannique* qui vint s'installer à Budapest au nom de l'Entente. Deuxièmement, ce soldat n'était pas un lieute-

nant-colonel parmi les autres, comme Ferdinand Vix, mais une notoriété de l'empire, ancien membre du war cabinet.²⁵ Ensuite, Béla Kun réussit à convaincre des personnes très éloignées des idées communistes de participer activement à sa campagne printanière. Ainsi les pays de l'Entente n'eurent-ils pas assez de force pour intervenir contre les rouges hongrois, ni même assez d'influence pour pousser leurs alliés à intervenir contre l'état hongrois qu'ils détestaient pourtant. Les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves n'auraient obtempéré qu'en échange d'une récompense considérable. Seuls, les Roumains acceptèrent finalement d'entrer en action, mais, en outrepassant le rôle de l'allié soumis, ils allaient souvent se comporter comme si l'Entente n'avait pas existé. Contre cette désobéissance caractérisée, la Conférence de la Paix resta impuissante pendant des mois. Il faut ajouter que la situation en Hongrie était chaotique, enfin, les Grands se montraient souvent incapables de mettre en harmonie leur vaste information, c'est ainsi qu'ils s'inquiétèrent (de manière injustifiée) d'une nouvelle tournure des événements en Hongrie.²⁶

Là sont les motifs de la nouvelle politique de l'Entente, qu'elle ne tarda pas à rendre publique, de même que la précédente, pourtant bien distincte. La grande nouveauté, toutefois, n'était pas qu'il s'agissait d'une simple « déclaration » en lieu et place des ultimatums communiqués au gouvernement de Béla Kun, mais bien plutôt dans le fait qu'avec cette déclaration, l'Entente affirmait clairement au nouveau gouvernement, affaibli, qu'il ne pourrait compter sur aucune reconnaissance, alors qu'on avait cru bon de faire miroiter la reconnaissance au gouvernement communiste – en échange du respect des termes des ultimatums.

Il est vrai que formellement la déclaration n'avait pas de destinataire en particulier ;²⁷ son contenu, en revanche, ne laissait aucun doute, elle était bien adressée à Budapest.

Ce n'est pas que la Convention de Belgrade n'eût pas été citée auparavant. Elle était notamment présente dans le fameux ultimatum du 7 juin. Pourtant, dans ce document, le sens de l'allusion à la convention de novembre était tout différent, l'objectif était « seulement » que le régime communiste mît fin « à ses attaques contre les Tchéco-Slovaques ». ²⁸ Le ton lui-même mérite également quelques précisions. Le texte, en effet, ne commençait nullement par des exigences, mais avec une promesse encourageante :

Les Gouvernements Alliés et Associés sont sur le point de convoquer les représentants du Gouvernement Hongrois à Paris devant la Conférence de la Paix pour y recevoir une communication des vues qui concernent les justes frontières de la Hongrie.²⁹

Et voilà, au moment même où les grandes puissances étaient enfin prêtes à accorder de justes frontières à notre patrie, que faisaient les Hongrois ?

C'est à ce moment même que les Hongrois prononcent contre les Tchéco-Slovaques de violentes attaques non justifiées et envahissent la Slovaquie.

Comment admettre le mécontentement de ce peuple, quand les Puissances Alliées et Associées venaient d'exprimer leur intention de mettre fin à toute hostilité inutile, quand elles venaient d'arrêter, à deux reprises, les armées roumaines ayant franchi les limites fixées par l'armistice puis celle de la zone neutre, et les avaient empêchées de continuer leur marche sur Buda-Pest, en stationnant les armées serbes et françaises sur le front Sud de la Hongrie.

Cette bienveillance de l'Entente à l'égard de la Hongrie serait vraiment touchante si nous ne savions pas que la réalité fut tout à fait différente et que l'Entente non seulement n'interrompit en rien l'avance des Roumains, mais, au contraire, la toléra d'abord, puis même l'encouragea.

Revenons à Béla Kun. Celui-ci donna – comme on le sait – une réponse inconcevable au premier ultimatum ; ce qui lui valut d'en recevoir un deuxième, le 13 juin. Ce dernier ne décrivait pas la totalité des frontières définitives du pays – contrairement à ce qui est souvent affirmé, de manière simpliste, dans la littérature spécialisée – mais il donnait le tracé des frontières au moins avec la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie. Et c'était bien l'essentiel. La plus grande partie de l'opinion publique hongroise préférait ignorer tout cela. Elle était, à proprement parler, prisonnière de ses souhaits. Elle était incapable de faire face à la dislocation de la Grande Hongrie, ce pays où l'on avait pris l'habitude, au cours des siècles, que la majorité – puis la moitié (grâce à l'assimilation) – des habitants n'eût pas le hongrois comme langue maternelle. D'ailleurs, plus que des frontières, les Hongrois étaient préoccupés de leur avenir immédiat. Auraient-ils, dès demain, de quoi manger, seraient-ils encore en vie, auraient-ils encore une famille ? Et l'on négligea la question des frontières, puisqu'il était plus urgent de savoir si l'on allait pouvoir se débarrasser des Rouges, de Béla Kun, de la formation blindée de Tibor Szamuely qui réapparaissait de temps en temps, des "gars de Lénine" en manteau de cuir, de l'expérience révoltante de la persécution des Églises. Ils voulurent se débarrasser des autorités qui dirigeaient leur vie quotidienne, des différents conseils et directoires et, dans de nombreux cas, des situations fausses dans lesquelles ils se trouvaient souvent eux-mêmes, plus ou moins impliqués qu'ils avaient été dans le fonctionnement du pouvoir – des compromis acceptés pour survivre.

Au deuxième ultimatum, il était impossible de donner le même type de réponse. Le premier avait exigé l'arrêt des attaques de l'Armée rouge, le deuxième exigeait aussi le retrait des forces. Le premier n'avait pas spécifié de mesures concrètes, le deuxième, une fois passé le délai de quatre jours, menaçait non seule-

ment de l'occupation de la capitale hongroise, mais aussi de prendre « telles autres mesures qui pourront paraître opportunes pour assurer une paix juste et rapide ». ³⁰

Le moment était venu de l'effondrement, la Conférence de la Paix retira son masque et donna sa déclaration du 26 juillet. Malgré le grand nombre des études réalisées sur le sujet (où justement à cause d'elles), la démonstration du rapport entre les négociations viennoises de Vilmos Böhm et les décisions de la Conférence de la Paix mériterait un travail indépendant. Dans cette courte étude, nous allons seulement constater l'essentiel : bien que cela soit avancé par de nombreux auteurs, il est absolument erroné de parler d'un accord signé avec l'Entente. ³¹ Les agents viennois n'y étaient nullement autorisés. Les négociations viennoises ont simplement fait partie des manœuvres entamées avec l'ultimatum du 7 juin.

La déclaration du 26 juin fut rendue publique : l'Entente n'allait pas conclure la paix avec la Hongrie tant que cette dernière n'aurait pas « un gouvernement représentant le peuple hongrois ». ³²

Clemenceau informa Romanelli le jour même des entretiens du 2 août. Selon ces derniers, la Conférence de la Paix attendait également du nouveau gouvernement le respect de « l'armistice » du 13 novembre, ainsi que de la note du 13 juin qui définissait les frontières orientales et septentrionales du pays.

La Conférence de la Paix « demandera seulement au gouvernement roumain d'arrêter ses troupes sur les positions qu'elles occupent actuellement ». La retraite des troupes ³³ en arrière des frontières définitives ne serait pas demandée « avant que le nouveau Gouvernement de Budapest ne se soit strictement soumis aux clauses de l'armistice ». À l'égard du nouveau cabinet hongrois, la Conférence entendait juger sur pièce. Cette position d'attente fut formulée dans une phrase un peu tortueuse :

Les Puissances Alliées et Associées attendent que le nouveau Gouvernement hongrois se mette au travail, elles espèrent que l'avènement d'un Gouvernement qui exécutera ses engagements et représentera le peuple hongrois hâtera le moment du rétablissement de la paix et de la reprise de relations économiques régulières. ³⁴

Le gouvernement de Gyula Peidl travailla réellement au rétablissement rapide du régime social capitaliste et à la restauration du système démocratique et bourgeois tels qu'ils avaient été plus ou moins établis lors de la Révolution des oeillets. ³⁵ Cependant, les dirigeants de l'armée roumaine – négligeant totalement l'instance de la Conférence de la Paix – agissaient encore plus vite et occupèrent la capitale hongroise dès le 3 août.

À Paris, en revanche, le travail avançait lentement ; la Conférence se réunit de nouveau dans l'après-midi du 4 août, ³⁶ afin de débattre des changements dans la situation hongroise.

Cette fois-ci, Herbert Hoover prit place à la table, lui qui avait argumenté en faveur de l'intervention militaire lors des négociations du 5 juillet,³⁷ commença par la remarque suivante : « La situation a changé [...] les Roumains entrent maintenant à Budapest » ; et c'est pourquoi il proposait le « relâchement du blocus, l'ouverture du Danube et la fourniture à la Hongrie de denrées alimentaires en provenance du Banat ». Il se trompait lorsqu'il considérait que le bolchevisme n'était pas totalement anéanti, néanmoins, il voyait dans le gouvernement fondé sur les syndicats ouvriers un instrument efficace pour « renverser le bolchevisme ». Il se prononçait en faveur du nouveau cabinet, puisque cela « pourrait avoir pour résultat une réaction intérieure qui se répercuterait peut-être même sur la Russie ». Partageant l'avis d'un membre de l'administration viennoise du ravitaillement, il trouvait possible que « le nouveau gouvernement pût s'adjoindre un certain nombre de paysans ». Ainsi, « cette combinaison pourrait aboutir à la formation d'un gouvernement vraiment représentatif ».³⁸

Dans sa réaction, Balfour demandait à Hoover s'il avait lu le télégramme du Conseil Suprême, tout en laissant entendre que ce télégramme – présenté plus haut – était « très semblable »³⁹ à sa motion. Or, l'Américain ne laissa pas sa proposition vidée de son contenu par une réponse aussi déplacée et répliqua : « Les seules choses qu'il [le télégramme] ne mentionne pas sont le relâchement du blocus, l'ouverture du Danube et la fourniture de vivres du Banat ». Cependant – car il soulignait lui-même qu'il s'agissait de mesures provisoires – « une semaine ou deux de relâchement ne donneront pas au gouvernement hongrois une force économique suffisante pour le rendre indépendant ». Et s'il ne démobilise pas son armée, « nous pourrions appliquer le blocus de nouveau ». Donc, Hoover voyait lui aussi le bolchevisme en Hongrie, bien qu'il eût été bel et bien renversé, il voulait la démobilisation de l'armée, bien qu'elle n'existât pratiquement plus : une partie était tombée en captivité, une autre s'était dispersée et le reste s'était rapproché de l'armée en cours d'organisation autour de Miklós Horthy.

Tout l'entretien fut dominé par la crainte que la Hongrie était encore capable de désobéir et qu'il fallait donc agir vite pour éviter les surprises désagréables. Hoover déclara que « si on n'agissait pas tout de suite, l'occasion qui s'offrait serait perdue ». C'est pourquoi Balfour changea brusquement d'idée et passa dans le camp de l'Américain, de même que Foch et Tittoni. Clemenceau demanda à son tour à Hoover de donner des précisions sur son projet, qui s'exécuta non sans souligner la menace que représentait le blocus : « ces mesures dureront aussi longtemps que le Gouvernement hongrois actuel donnera des preuves évidentes de ses intentions de satisfaire aux conditions de l'armistice ».⁴⁰

Encouragé, Hoover n'abandonna pas la question de la fourniture de vivres du Banat. Il confronta avec succès son avis avec celui de Balfour, envisageant notamment un projet d'injonction au gouvernement de Belgrade au sujet de l'entrave au transport de denrées alimentaires. C'est naturellement Pichon qui vola au secours

du cabinet de Belgrade. La composition du Conseil était dominée par les Français ; cela permit à Clemenceau, du haut de sa position présidentielle, théoriquement neutre, de faire triompher le point de vue français. En l'occurrence, il déchargea le représentant américain de la tâche de formuler cette lettre et en chargea Philippe Berthelot.⁴¹

*

Sur ce, le Conseil entreprit de débattre de l'entrée de l'armée roumaine dans Budapest.

Polk annonça que l'avant-garde de l'armée roumaine n'avait pas seulement atteint la capitale, mais que six cents cavaliers stationnaient déjà à l'ouest de la ville, où ils occupaient toutes les voies de communications avec Vienne. « On dit que des actes de pillage ont commencé dans les faubourgs », ajouta-t-il ; aussi fallait-il craindre le réveil des « sentiments nationalistes ». Toutefois, précisait-il enfin, « les Hongrois (sic!) [ce n'est pas clair, s'il s'agissait du gouvernement ou de qui exactement] ont proposé qu'une force de police interalliée soit envoyée immédiatement à Budapest ».⁴²

Le ministre anglais des affaires étrangères sentit qu'il fallait agir, mais, au lieu de proposer des actes concrets, il s'adressa à ses collègues en posant la question :

« Quelle mesure le Conseil pourrait-il prendre pour obliger les Roumains à bien se conduire (sic!) ? »

Le principal homme compétent sur la question, Foch, qui s'était déjà, lors des mois précédents, montré partisan de l'action interventionniste⁴³ et qui agréait probablement, au fond de lui-même, le procédé roumain dit un bref « Je ne sais pas ».

C'est le ministre italien des affaires étrangères qui prononça l'essentiel à sa place : « On a invité les Roumains à aller à Budapest en même temps que les Serbes et les Tchéco-Slovaques : tout ce qu'ils ont fait, c'est d'y aller eux-mêmes ».

Tittoni reconnaissait ainsi que les Roumains agissaient selon les intentions initiales de la Conférence de la Paix. Cela était, par contre, inavouable devant l'opinion publique. C'est ainsi que le président Clemenceau, qui semblait, depuis quelques semaines, fatigué de ces longs mois de négociations énervantes, proposa simplement de ne rien faire : « Comme le Conseil ne peut ni blâmer les Roumains, ni les féliciter, il est peut-être plus sage de ne rien dire. »⁴⁴

Cette solution parut logique aux Roumains eux-mêmes. Par conséquent, ces derniers, dans un premier temps, choisirent d'observer le silence – c'était dans leur intérêt – et ils ne réagirent que plus tard, quand l'Entente commença tout de même à les encourager à quitter les territoires occupés. Le Premier ministre, Ion Brătianu, lança alors son discours interminable et faussement indigné par le comportement du Conseil : il se disait « péniblement surpris » par la décision parisienne, son gouvernement n'ayant mérité « ni les reproches ni les accusations ». Il

n'avait pu prévoir – dit-il non sans raison – que « la Conférence considérerait comme encore existant l'armistice de novembre 1918, après avoir reçu [d']elle l'invitation de [coopérer] à une [action] militaire [contre] l'armée hongroise ». ⁴⁵

Dans l'amalgame des objections justes et injustes, naturellement c'étaient ces dernières qui dominaient. Brătianu déclara que l'occupation n'avait entraîné aucune effusion de sang, alors que le capitaine Grégory, très bien informé des événements de Budapest, avait déjà rapporté le 5 août que « la nuit dernière, 15 à 20 personnes ont été tuées à Budapest ainsi que je l'ai vérifié de façon certaine ». ⁴⁶ Le gouvernement roumain « ne pouvait réellement croire » – continuait Brătianu sur le même ton – qu'il n'aurait même pas le droit de disposer du matériel de guerre avec lequel il avait été attaqué, quant aux autres réquisitions, elles avaient, selon lui, été faites « dans des propositions assurant, avec les besoins de la population, de larges (disponibilités) pour l'exportation, et ne compromettant pas l'activité économique du pays ». ⁴⁷ Par contre, les représentants de l'Entente à Budapest informèrent la Conférence de la Paix que les Roumains avaient dégradé le chemin de fer entre Budapest et Vienne et que la situation alimentaire était pire qu'à Vienne au moment du blocus et des pillages de janvier. ⁴⁸

Tittoni, lors des négociations du 4 août, de même que Brătianu, devant le chargé d'affaires français à Bucarest, gardèrent le silence « uniquement » sur un détail, mais essentiel. Sur le fait, qu'après la chute du régime de Béla Kun, l'occupation de Budapest était non seulement superflue, mais aussi particulièrement nuisible.

La consultation du 4 août ne pouvait se terminer sur l'encouragement de Clemenceau à ne rien faire. Une délégation fut envoyée à Budapest, composée de généraux alliés, annoncée par un télégramme demandant aux gouvernements de donner ordre aux chefs de leurs armées respectives de « se conformer » aux instructions de la Conférence, ⁴⁹ ce résultat reflétait le compromis d'opinions bien différentes.

Tout cela avait commencé avec la proposition de Tittoni d'envoyer une mission, à laquelle Polk ajouta l'instruction donnée aux Roumains de quitter Budapest. Balfour, non seulement soutint cette proposition, mais précisa aussi les conséquences de l'initiative roumaine : « il s'en suivra la chute du gouvernement actuel en Hongrie et un déchaînement de sentiments nationalistes ». Et cela était dommageable, puisque « les Hongrois [avaient] déclaré qu'ils observer[aient] les conditions de l'armistice ». À son sens, la Conférence de la Paix devait plutôt donner l'occasion au gouvernement hongrois de prouver la sincérité de ses « affirmations ». « [Or] on ne leur en fournirait guère les moyens en envoyant des troupes roumaines piller les faubourgs de Budapest » ⁵⁰ – déclare-t-il. Ces paroles étaient considérables, car c'était reconnaître implicitement que les Roumains avaient été poussés d'une façon ou d'une autre à mener cette opération.

En outre, les mots du ministre anglais des affaires étrangères étaient essentiels, car ils donnaient un certain éclairage sur la relation entre l'occupation roumaine

de Budapest et l'élimination du gouvernement Peidl par le putsch du 6 août. Il est notoire que ce putsch eut un caractère légitimiste assez marqué, puisque c'est l'archiduc Joseph qui, arrivant d'Alcsút, désigna le nouveau gouvernement ayant István Friedrich à sa tête. Le retour éventuel des Habsbourg menaçait clairement les objectifs du nouveau système bâti sur les États successeurs, donc les Roumains nièrent avec force leur responsabilité.⁵¹ Mais cela n'était pas une tâche facile, car au-delà même du rapport mentionné par Balfour, leur participation se manifesta de manière évidente dans le fait que les ministres renversés quittèrent pendant la nuit le Palais Alexandre sous la couverture de soldats roumains.⁵²

Le premier août, Gyula Peidl avait dit, non sans raison, à Sándor Garbai : il est impossible que ceux qui étaient encore commissaires du peuple 24 heures auparavant deviennent 24 heures plus tard les membres d'un gouvernement *bourgeois* (car il doit l'être) et fondé sur la propriété privée.⁵³ Dès lors, Peidl avait commencé la transformation de son cabinet dans un sens libéral-démocratique,⁵⁴ mais le putsch étouffa son projet dans l'œuf cinq jours plus tard. Naturellement, l'erreur du Premier ministre n'était pas ce réaménagement dans la composition de son gouvernement, mais plutôt le fait qu'il n'avait pas veillé, qu'il n'avait pas été en mesure de veiller sur la sécurité physique de son cabinet. Nous pouvons le répéter : à Paris, l'injonction d'appliquer le passage de la Convention de Belgrade sur la démobilisation se produisit par pur manque d'information, puisque la réalité des derniers jours de juin dépassait déjà de loin le passage mentionné. Le lieutenant-colonel Causey qui connaissait bien les conditions budapestoises, rapporta le 8 août que « la seule force organisée [était] composée seulement d'environ 600 hommes de l'ancienne gendarmerie de Budapest. »⁵⁵ De plus, cette force minime n'était rien moins que loyale au gouvernement, bien qu'il y eût certainement en son sein quelques hommes sûrs capables d'empêcher un dentiste (Friedrich) d'arracher, à la tête d'une poignée de soldats, le gouvernement de son pouvoir à peine existant. Il aurait fallu pour cela, il est vrai, un cadre gouvernemental adéquat, pas celui de József Haubrich.

*

Un soldat devait répondre aux paroles de Balfour. Foch prit enfin la parole, mais au lieu de prononcer des promesses martiales, il préféra souhaiter que « le Gouvernement roumain désir[ât] régler la situation de lui-même ». Etudions bien cette affirmation. Elle semblait suggérer que les Roumains constituaient une puissance au même titre que l'Entente et indépendante de cette dernière.

C'était tout de même trop pour le Président. Si la Roumanie agissait de la sorte, « le Conseil réglerait leurs affaires sans eux. »⁵⁶ C'est-à-dire que la Roumanie ne recevrait pas l'énorme gain territorial promis.

Et le débat continua, non seulement ce jour-là, mais le lendemain, le 5 août, également. Au cours des deux jours, le manque élémentaire d'information des participants ne cessa de se manifester, en particulier à propos du maréchal Foch qui aurait dû le mieux connaître la situation concrète en Hongrie. En effet, au lieu de s'informer, ce dernier faisait une obsession sur la démobilisation de l'armée hongroise, au point de déclarer qu'il était « tout à fait inutile à la Hongrie de garder aucune force sur le pied de guerre ».⁵⁷

L'américain Polk avait une opinion plus intéressante, il condamnait l'occupation roumaine, car elle rendait impossible aux Hongrois « la remise des armées ».⁵⁸

Le Conseil Suprême décida d'envoyer la mission des généraux quand Foch insistait encore sur le désarmement hongrois. Il est caractéristique de l'ambiance ainsi produite que Balfour pensait pouvoir donner aux Hongrois le choix entre « réduire immédiatement leurs effectifs au chiffre fixé par le Traité de Paix, auquel cas une occupation par les troupes Alliées ne serait pas nécessaire, ou se soumettre à l'occupation roumaine ».

Il est impossible de savoir à quoi pensait exactement le ministre anglais des affaires étrangères, car il pouvait s'agir, au maximum, du projet du futur Traité de Trianon, mais Foch répliqua impitoyablement que « si on laiss[ait] aux Hongrois le choix entre deux solutions, ils en proposer[aient] une troisième [et] cela nous mènera[it] à des discussions sans fin », aussi projetait-il de donner pour instruction à la mission militaire d'obtenir la réduction des effectifs « qu'elle pourra[it] ».⁵⁹

Finalement, la mission déléguée ne reçut pas cette instruction. Le 5 août, le Conseil Suprême informa les gouvernements hongrois, roumain et serbo-croate-slovène de la mise en place du corps par des télégrammes plus ou moins identiques. L'une des tâches de la mission était de faire respecter la Convention Militaire de Belgrade, ce qui n'exigeait plus aucun travail concret. Le réel enjeu était de « garantir [...] le pays occupé contre tous sévices ». Pour que cela dépassât la simple demande candide, le texte envoyé aux gouvernements roumain et serbo-croate-slovène était complété par la phrase suivante : « La Conférence demande aux gouvernements roumain et serbo-croate-slovène de transmettre immédiatement aux Chefs de leurs armées l'ordre de se conformer aux instructions de la mission des quatre généraux qui représentent la Conférence ».⁶⁰

*

Le 5 août, également, la Conférence de la Paix envoya à Bucarest un télégramme distinct, très prudemment formulé, mais menaçant tout de même le pays de la perte de la bonne volonté des Puissances de l'Entente.⁶¹

Bucarest répondit – comme nous l’avons indiqué ailleurs – avec une semaine de retard, mais ce silence ne signifiait pas l’inaction.

Le jour même, en effet, le 5 août à six heures du soir, le haut commandement roumain adressa un ultimatum au gouvernement hongrois.

Comme si l’Entente n’avait pas existé, comme si la relation roumano-hongroise n’avait concerné que les deux pays voisins. Comme si la Conférence de la Paix n’avait pas non plus existé, comme si la frontière roumano-hongroise n’avait pas été fixée, le texte évoquait un armistice entre les deux parties valable jusqu’à une paix signée avec la Roumanie.

Selon l’ultimatum, l’armée roumaine menaçait d’occuper la totalité du pays si les autorités hongroises n’obtempéraient pas.

Les Roumains exigeaient la réduction des effectifs de l’armée hongroise à 15 mille soldats au maximum. Ils voulaient mettre la main sur tous les matériels hors celui de cette armée minimale avec l’intention d’équiper une armée de 300 mille hommes, ils entendaient prélever 50 pour cent du matériel roulant ou servant à la construction ou à l’entretien des voies ferrées, ainsi que 50 pour cent de la flotte, etc.

Si la Roumanie obtenait satisfaction, elle se retirerait à l’est de la Tisza, sinon elle occuperait les régions hongroises de l’ouest du Danube également.

La Hongrie reçut quatre – ni plus ni moins : quatre – heures pour accepter l’ultimatum.⁶²

La nouvelle arriva à Paris le lendemain. Clemenceau réagit cette fois-ci immédiatement. Naturellement, il ne s’adressa pas au Haut Commandement Roumain en Hongrie, mais au gouvernement roumain lui-même. Certes, dans sa réaction, le Conseil Suprême tenait « à déclarer d’une manière catégorique qu’il refusait de reconnaître au Commandant en chef Roumain le droit d’imposer aucun armistice sans l’autorisation des Puissances Alliées et Associées », mais le texte ne mentionnait nulle mesure de rétorsion concrète et atténuait l’expression « catégorique » par un compliment selon lequel le Conseil tenait compte « des justes revendications de la Roumanie et de son dévouement à la cause commune ». Si nous ajoutons que le télégramme, qui tenait en dix lignes, fournissait un seul argument, *peu sérieux et pas entièrement désintéressé* pour justifier le point de vue de l’Entente, nous pouvons constater que dans les grandes lignes, le message de l’Entente à Bucarest était un encouragement à poursuivre dans la même voie.⁶³

Et c’est ce que Bucarest fit.

*

Puisque le gouvernement Peidl n’acceptait pas l’ultimatum, les troupes roumaines commencèrent l’occupation de la Transdanubie et contribuèrent ainsi au renversement du gouvernement hongrois. Tout cela montra clairement que les

vainqueurs avaient essentiellement choisi l'attentisme envers le nouveau gouvernement hongrois. Leurs actes concrets – relâchement du blocus, assurance de la fourniture à la Hongrie de denrées alimentaires en provenance du Banat – ne compensèrent pas, de loin, leur immobilisme quant à la manœuvre décidée indépendamment par les Roumains. À la table de la conférence, à Paris, les parties sentirent bien que dans ces jours décisifs – dont les effets se font sentir jusqu'à ce jour – il fallait agir vite, sinon il serait trop tard, mais elles méconnurent totalement le contenu du défi historique. Elles luttèrent contre le spectre d'une armée hongroise inexistante ; le souvenir de la campagne printanière était si présent à leur esprit qu'elles ne cessèrent de craindre de nouvelles manœuvres de la part des Hongrois. Ces erreurs (ainsi que les conflits d'intérêt au sein du camp des vainqueurs) jouèrent certainement un rôle dans la faiblesse de la réaction aux manœuvres roumaines.

En été et en automne 1919, tous ceux qui imaginaient un avenir bourgeois et démocratique pour la Hongrie furent bien affligés de ne pas recevoir l'appui espéré de la part de l'Entente. Je crois que l'analyse de cette histoire, une analyse détaillée, *exempte de partialités idéologiques diverses*, reste encore à faire. Toutefois, nous pouvons constater, à partir des faits mentionnés, que l'Entente (*dans une mesure non négligeable* en raison de la faible performance politique de ses dirigeants) perdit une occasion sérieuse.

Une occasion de renforcer en Hongrie un système politique qui aurait géré les intérêts nationaux d'une manière plus appropriée que celui qui allait se former un peu plus tard.

Notes

- ¹ PIL [Archives de l'Institut d'Histoire Politique] f. 12. csop. 10. ö. e. Cité par Tibor Hajdu, *Magyarországi Tanácsköztársaság* [La République des Conseils de Hongrie]. Budapest: Kosuth, 1969, p. 354.
- ² Béla Kun était naturellement au courant de l'importance des événements internationaux. C'est pourquoi il devint commissaire du peuple aux affaires étrangères, et c'est aussi pourquoi il déclara dans son fameux discours du 19 avril, prononcé devant le Conseil ouvrier et militaire de Budapest : « Nous avons souligné et nous soulignons encore que nous avons fondé le sort de la République des Conseils de Hongrie sur la révolution prolétaire internationale. » Cité, entre autres, par Tibor Hajdu, *op.cit.* p. 52.
- ³ Ignác Romsics, *A trianoni békeszerződés* [Le Traité de Trianon], Troisième publication, complétée, Budapest, Osiris, 2007, p. 115.
- ⁴ Hajdu, *op.cit.* p. 354.
- ⁵ Ernő Garami, arrivé de Suisse avec un certain retard, n'appartenait à aucune catégorie.
- ⁶ Gusztáv Gratz, *A forradalmak kora* [L'Age des révolutions], Budapest, Magyar Szemle Társaság, 1935, p. 227.

- ⁷ Documents diplomatiques français sur l'histoire du Bassin des Carpates 1918–1932, Volume II. Août 1919 – juin 1920. Documents réunis par Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1995. (Plus loin : DDF II.) n° 12.
- ⁸ DDF II. n° 6., Annexe « A » (p. 9.), Mária Szabó, *A Romanelli-misszió. La missione di Romanelli* [La Mission de Romanelli], Budapest, Mundus, p. 65. Mária Szabó a également publié la traduction hongroise du télégramme, conservée aux archives de l'histoire militaire.
- ⁹ DDF II. n° 6., Annexe « A ».
- ¹⁰ C'est Péter Wintermantel qui m'a informé du nom complet et du poste occupé alors par ce diplomate japonais ; je saisis ici l'occasion de remercier son aide.
- ¹¹ Une présentation, analyse antérieure des négociations: Béla Kirschner, *A „szakszervezeti kormány” hat napja. 1919* [Les six jours du « gouvernement syndical. 1919 »], Budapest, Kossuth, 1968, pp. 173–175. (Il a travaillé suivant la série diplomatique américaine. – Papers Relating to the Foreign Relations of the United States, 1919. The Paris Peace Conference vol. I–XIII. Washington 1942–1947; vol. VII., pp. 480–483.) ; Mária Ormos, *Padovától Trianonig 1918–1920* [De Padoue à Trianon 1918–1920], Budapest, Kossuth, 1983, pp. 331–332.
- ¹² DDF II. n° 6. (p. 6.)
- ¹³ « Boehm n'est rien pour moi. » *Ibid.* p. 8.
- ¹⁴ Le Traité de Belgrade était en fait une simple convention militaire, car l'armistice conclu avec l'entière Monarchie (inexistante, déjà, dans la réalité) avait été signé dix jours auparavant, le 3 novembre à Padoue. L'harmonie entre les deux accords était de peu d'importance pour les Français, car ils n'avaient plus aucun débat fondamental avec l'Autriche.
- ¹⁵ Clemenceau renseigne Franchey d'Esperey sur le point de vue du ministre des Affaires étrangères dans un télégramme du premier décembre ; nous connaissons ses arguments à partir de ce document. *Documents diplomatiques français sur l'histoire du Bassin des Carpates 1918–1932, Volume I. Octobre 1918 – août 1919.* Documents recueillis par Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993. (Dans la suite: DDF I.) n° 64.
- ¹⁶ La partialité de ce commentaire devient encore plus évidente si nous établissons un parallèle avec le traité de Padoue, dit « régulier », dont l'irrégularité formelle ne dérangeait pas Monsieur Pichon (à savoir que la Monarchie austro-hongroise n'existait plus, ni en fait, ni en droit). Mais Paris était intéressé dans le maintien de l'armistice et négligea donc ce « petit » détail. D'ailleurs, Budapest, encore plus, avait besoin de l'armistice, plus encore que Paris, à vrai dire, qui s'occupait tout de même des intérêts de ses petits alliés. C'est pour cela que les actes de Franchey d'Esperey suscitèrent la fureur.
- ¹⁷ « Seules seront maintenues, dans la zone évacuée, les forces de police et de gendarmerie indispensables au maintien de l'ordre ainsi que celles qui sont chargées d'assurer la sécurité des voies ferrées. » DDF I, n° 33 (p. 68).
- ¹⁸ DDF I, n° 64. Selon le dernier point, Pichon « adresse au Gvt de la République Tchéco-Slovaque une communication pour l'informer des mesures ainsi arrêtées ». Nous pouvons alors considérer le ton brutal du texte entier comme un compliment adressé à Prague.
- ¹⁹ *Ibid.* n° 65.
- ²⁰ DDF I, n° 33.
- ²¹ C'est une erreur de croire que l'armée hongroise ait pu s'élever à 200 mille personnes. Hajdu, *op. cit.* p. 135.
- ²² Vilmos Böhm, *Két forradalom tüzeben* [Sous les feux de deux révolutions], Budapest, Gondolat Kiadó, 1990. (Reprint), p. 444.
- ²³ DDF I, n° 483., Pour une approche professionnelle de la question : Zsuzsa L. Nagy, *A párizsi békekonferencia és Magyarország. 1918–1919.* [La Conférence de la Paix de Paris et la Hongrie. 1918–1919.], Budapest, Kossuth Kiadó, 1965, pp. 209–220.

- ²⁴ Kirschner, *op.cit.* pp. 167–169.
- ²⁵ Miklós Zeidler : La mission Smuts. (manuscrit)
- ²⁶ Rappelons-nous l'avertissement de Tittoni : « Il est nécessaire de prendre des précautions pour éviter que les Alliés ne soient trompés une seconde fois ! ». Lors des négociations du 26 juin, Foch préconisa la fermeté en disant que s'il existait encore une chance, « dans un mois cela sera[it] sans doute plus difficile ». (DDF I, n° 484, p. 776.) Le même, le 5 août : « Si on laisse aux Hongrois le choix entre deux solutions, ils en proposeront une troisième, cela nous mènera à des discussions sans fin. » (DDF II, n° 13, p. 31.), Clemenceau, quant à lui, craignait une émeute nationale hongroise provoquée par l'occupation roumaine.
- ²⁷ Ormos, *op.cit.* p. 325.
- ²⁸ DDF I, n° 423.
- ²⁹ *Ibid.* La note a été publiée le 10 juin – avec des imprécisions – au *Vörös Újság* [Le Journal Rouge]. Dans une série de publications de sources, ces erreurs ont été déjà corrigées : *A Magyar Munkásmozgalom Történetének Válogatott Dokumentumai* [Sélections de documents sur l'histoire du mouvement ouvrier hongrois], Budapest, Kossuth Kiadó, 1959. Zsuzsa L. Nagy a décrit tout cela dans son oeuvre fondamentale : Zsuzsa L. Nagy. p. 272. Du traitement innombrable de la littérature spéciale: L. Nagy, *op.cit.* pp. 156–158, Hajdu, *op.cit.* p. 240, Ormos, *op.cit.* p. 300.
- ³⁰ DDF I, n° 432.
- ³¹ « Bien que l'accord Böhm-Borghese-Cuninghame ait été signé le 28 juillet (sic!), il est difficile de considérer cet accord comme un traité en vigueur. » – Ormos, *op.cit.* p. 328. Disons-le explicitement : il n'y avait aucun accord entre l'Entente et la Hongrie. Malgré cela, dans le recueil de documents publié en 1995, cité plusieurs fois, on trouve la note suivante : « Cette convention a été conclue le 25 juillet 1918 entre les Puissances Alliées et Associées et la Hongrie. » DDF II, p. 19., note 2.
- ³² DDF I, n° 486.
- ³³ C'est le sens du télégramme, le texte concret parle de « la ligne fixée le 1er Juin ». Car la note du 13 a été décidée le 11, il est bien possiblement envisageable que le 11 est devenu 1 suite à une faute de copie.
- ³⁴ DDF II, n° 6. Annexe « B » (p. 10.).
- ³⁵ Plus dans les détails: Kirschner, *op.cit.*
- ³⁶ Cela est connu non pas de la référence du document, mais du fait que Polk mentionne une information reçue à deux heures de l'après-midi. DDF II, p. 22.
- ³⁷ Hajdu, *op.cit.* p. 326.
- ³⁸ DDF II, n° 13, p. 19.
- ³⁹ *Ibid.*
- ⁴⁰ *Ibid.* p. 21.
- ⁴¹ *Ibid.*
- ⁴² *Ibid.* p. 22.
- ⁴³ Ormos, *op.cit.* pp. 318–320.
- ⁴⁴ DDF II, p. 22.
- ⁴⁵ *Ibid.* n° 35.
- ⁴⁶ *Ibid.* n° 16.
- ⁴⁷ *Ibid.* n° 35. (p. 70.)
- ⁴⁸ *Ibid.* p. 61., (Le rapport du Lieutenant-colonel Causey, président de la Commission Alliée Des Chemins De Fer, le 8 août.) Le Général Gorton avait communiqué la veille au Conseil Suprême : « à cause du blocus inutile et de la destruction des chemins de fer, Budapest est à la veille d'être affamée. » (*Ibid.* p. 53.)
- ⁴⁹ *Ibid.* n° 17.

⁵⁰ *Ibid.* n° 13. (p. 22.)

⁵¹ « Pour ce qui est des gouvernements qui ont succédé à Béla Kun, ils n'ont été ni établis ni remplacés, ni arrêtés par les troupes roumaines. » – dit Brătianu au chargé d'affaires français le 12 août. (*Ibid.* document n° 33., p. 70.) Il est clair que l'homme politique essaye d'authentifier son affirmation à moitié fausse en parlant de deux gouvernements au lieu d'un seul, et tente ainsi d'étouffer la participation roumaine au renversement du gouvernement Peidl par le fait – d'ailleurs vrai – que la Roumanie n'avait eu aucun rapport avec la création de ce même gouvernement.

⁵² Le groupe d'István Friedrich – envisageant le renversement du nouveau gouvernement dès le premier août – a envoyé une délégation le 4 août au Commandement roumain pour lui demander d'occuper Budapest. Kirschner, *op.cit.* pp. 181–182, 224., Voir encore la note suivante.

⁵³ Kik hozták be a románokat Budapestre? [Qui a fait venir les Roumains à Budapest?] (Les Éditions de Népszava) Budapest, 1922, p. 108. Cité par Hajdu, *op.cit.* pp. 354–355.

⁵⁴ Kirschner, *op.cit.* 224, 272, Hajdu, *op.cit.* pp. 354–355.

⁵⁵ DDF II, p. 61.

⁵⁶ *Ibid.* n° 13., p. 22.

⁵⁷ *Ibid.* n° 16., p. 30.

⁵⁸ *Ibid.* p. 23.

⁵⁹ *Ibid.* p. 31.

⁶⁰ *Ibid.* n° 17., p. 33.

⁶¹ *Ibid.* n° 15.

⁶² *Ibid.* pp. 41–43.

⁶³ *Ibid.* n° 21. – Selon le premier argument opposé, les exigences de l'ultimatum « rendraient impossible » au gouvernement hongrois de « remplir les conditions de l'armistice » conclu en novembre. Paris montra ainsi que ses informations par rapport à la situation hongroise étaient (et c'est le moins qu'on peut dire) inadéquates. Selon l'autre argument, les termes de l'ultimatum « ne tiennent aucun compte des droits à réparation que possèdent les autres Alliés ». Pour traduire la formulation diplomatique au langage courant : les Roumains risquaient de dépouiller la Hongrie au point qu'il ne resterait plus rien pour les autres.